

PALESTINE – SOLIDARITÉ

<http://www.palestine-solidarite.org>

Journal du Yémen

N° 14 du 02.06 au 06.07.2011

Par C.De Broeder & M.Lemaire

a) Le "Journal d'Iran" est visible sur les blogs :

<http://journaldeguerre.blogs.dhnet.be/>

<http://journauxdeguerre.blogs.lalibre.be/>

b) sur le site de Eva Resis : no-war.over-blog.com

c) sur le site de Robert Bibeau : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

d) Et sur le site Palestine Solidarité : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_yemenites.htm

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Sommaire de la lutte pour la libération du territoire.

Tiré à part

"Deux poids, deux mesures"

Saleh s'accroche.

L'espionnage et le massacre commis par les Etats-Unis, au Yémen

Proche-Orient: une base secrète pour les drones de la CIA

L'armée américaine effectue, à présent, simultanément, des opérations aériennes, dans 6 pays du monde

Yémen - Au jour le jour

13 tués, dont "10 membres d'Al-Qaïda".

2 Politique

a) Yemen

Ali Abdallah Saleh

Bombardement du palais présidentiel, Saleh blessé

b) Opposition

L'opposition veut empêcher le retour du président Saleh

c) Politique

Paroles & action du président US

Washington appelle à une transition immédiate, en l'absence de Salah

Les grandes manœuvres d'Obama

d) Politique Européens

c) Politique

Les voisins du Yemen

d) Politique

Européens

e) Politique

Les institutions

Conseil de coopération du Golfe : Plan de sortie de crise

f) Politique

Les pays intéressés

Mission d'évaluation britannique

Tiré à part

"Deux poids, deux mesures"

Moscou dénonce l'utilisation du "deux poids, deux mesures" quant à la situation en Syrie et au Yémen, a déclaré jeudi le ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov intervenant devant les députés de la Douma (chambre basse du parlement).

"De nombreuses voix commencent à s'élever pour critiquer la position de la Russie et de la Chine (concernant les résolutions du Conseil de la sécurité de l'Onu sur la Syrie), parce que nous jugeons ces résolutions inopportunes. Je vais vous citer un exemple très simple: la situation au Yémen n'est pas du tout plus simple qu'en Syrie. Ce pays est ravagé par la guerre civile. Pourtant, personne ne veut saisir le Conseil de sécurité pour arrêter la guerre", a indiqué le chef de la diplomatie russe.

30 juin –

[RIA Novosti](#)

Saleh s'accroche.

nb : Ndlr : La publication de l'article ne signifie nullement que la rédaction partage le point de vue de l'auteur mais doit être vu comme information.

Ali Abdallah Saleh avait refusé de signer le plan proposé par les pays du Golfe prévoyant son départ en échange de garanties concernant sa sécurité et celle de sa famille. Il avait accusé **les pays du Golfe d'être en faveur de l'opposition**.

Après ce refus de Saleh, le Qatar, l'un des six membres du CCG, a annoncé son retrait de la médiation. Un retrait mal accueilli par l'opposition yéménite, parce que le Qatar était le pays qui exerçait le plus de pression sur le président yéménite. « L'initiative du CCG est morte. Le Qatar a proclamé l'acte de décès », a déclaré le porte-parole de l'opposition parlementaire, Mohammad Qahtan.

A la veille de la nouvelle mission de M. Zayani, le chef de l'Etat yéménite a réuni les membres de son gouvernement, de son bloc parlementaire et de son parti, le Congrès Populaire Général (CPG). Il a réclamé « un mécanisme d'application » de l'initiative du CCG qui engagerait toutes les parties, et dont se porteraient « garants » les monarchies du Golfe, les Etats-Unis et l'Union européenne.

Pour leur part, les jeunes protestataires qui campent à Sanaa depuis le 21 février pour réclamer le départ de M. Saleh ont averti qu'ils auraient recours à l'escalade si la mission de M. Zayani échouait. «

S'il obtient le départ du président, nous l'appuierons, mais s'il vient négocier pour obtenir l'application du plan initial (accordant l'immunité à M. Saleh), nous refuserons cela et nous aurons recours à l'escalade », a prévenu un porte-parole des jeunes, Walid Al-Ammari.

Essayant de renforcer leur pression, les protestataires ont lancé un appel à la grève générale.

Un appel largement suivi par les Yéménites.

Les monarchies du CCG, qui redoutent une situation chaotique au Yémen, le parent pauvre de la Péninsule arabique, ont proposé un plan de sortie de crise prévoyant la formation par l'opposition d'un gouvernement de réconciliation et la démission un mois plus tard de M. Saleh en échange de son immunité, puis une élection présidentielle dans les 60 jours.

Campant sur sa position, M. Saleh, au pouvoir depuis près de 33 ans, avait menacé de « se défendre de toutes ses forces » face à ses détracteurs qui réclament son départ. « Nous ne demeurerons pas les bras croisés face aux hors-la-loi », a affirmé le président, qui a traité également l'opposition parlementaire de « saboteurs et de bandits de grand chemin » et l'a appelée à « cesser de jouer avec le feu ». « Le peuple yéménite et ses forces armées seront acculés à défendre leurs institutions, leurs quartiers et leurs villages », a déclaré le président. Et d'ajouter : « Nous nous défendrons de toutes nos forces et par tous les moyens ».

Commentant ces déclarations, le porte-parole de l'opposition parlementaire, Mohammad Qahtan, a expliqué que « ces propos sont une véritable déclaration de guerre ». Il a annoncé l'intensification du mouvement de protestation dans les prochains jours et sa transformation en mouvement de désobéissance civile qui aboutirait à la chute du président. La répression de la contestation a fait au moins 179 morts depuis fin janvier, selon un bilan établi par des sources médicales et de sécurité.

[Al-Ahram HEBDO - Semaine du 1er au 7 juin 2011, numéro 873](#)

L'espionnage et le massacre commis par les Etats-Unis, au Yémen

10/06/2011

La chaîne Fox News a diffusé un reportage qui montre comment les Etats-Unis se sont livrés, au Yémen, à une guerre secrète et à de vastes opérations d'espionnage et de massacre, au moyen des drones.

Cette chaîne a annoncé que Barack Obama avait ordonné l'intensification de la guerre secrète, au Yémen, pour viser, avec des drones, les individus suspects.

Cette chaîne a précisé que les Etats-Unis avaient multiplié, ces dernières semaines, leurs raids contre le Yémen. Dans le même temps, le quotidien américain, "New York Times", a rapporté que les Etats-Unis, très inquiets de la période post-Saleh, ont envoyé leur ambassadeur rencontrer les dirigeants de l'opposition.

10/06/2011

[IRIB](#)

Proche-Orient: une base secrète pour les drones de la CIA

La CIA fait construire au Proche-Orient une base secrète pour les drones destinés à frapper les positions des terroristes d'Al-Qaïda au Yémen, a annoncé jeudi le journal The New York Times en se référant à un porte-parole

de l'administration américaine.

Selon le journal, la construction de la base témoigne de l'intention du Washington d'intensifier ses opérations secrètes au Yémen visant à empêcher la consolidation de terroristes sur fond de l'affaiblissement de l'autorité de l'Etat dans ce pays.

Le pays et l'endroit de la construction de la base sont tenus secrets, l'interlocuteur du journal ayant uniquement annoncé qu'elle serait achevée d'ici fin 2011.

Une vague de violences secoue le Yémen alors que le régime du président Ali Abdallah Saleh, un allié des Etats-Unis dans la lutte antiterroriste, vacille.

16-06

<http://fr.rian.ru/world/20110616/189859758.html>

L'armée américaine effectue, à présent, simultanément, des opérations aériennes, dans 6 pays du monde

L'armée américaine effectue, à présent, simultanément, des opérations aériennes, dans 6 pays du monde. Selon Press TV, le site anti-guerre, "met fin au rêve américain", a publié un article, selon lequel, l'armée américaine mène des opérations aériennes, actuellement, en Afghanistan, en Irak, en Libye, au Yémen, au Pakistan et en Somalie. Ledit site ajoute que les dettes du peuple américain s'élevaient à moins de 6 trillions de dollars, avant la guerre contre le terrorisme, mais qu'à présent, elles ont été décuplées. En fait, un tiers des dettes du monde entier appartient aux Etats-Unis. Ce site poursuit en révélant que les frais militaires américains s'élève à 46,5 % des frais militaires de tous les pays du monde

4 juillet PressTV

Yémen - Au jour le jour

nb : Ndlr : La publication des articles ne signifie nullement que la rédaction partage le point de vue de l'auteur mais doit être vu comme information

13 tués, dont "10 membres d'Al-Qaïda".

Ndlr : La publication de l'article ne signifie nullement que la rédaction partage le point de vue de l'auteur mais doit être vu comme information.

Au moins treize personnes, "10 membres d'Al-Qaïda" et trois militaires, ont été tués dans de nouveaux combats autour de Zinjibar, chef-lieu de la province d'Abyane, fief du réseau extrémiste, a indiqué jeudi à l'AFP un officier de l'armée.

"De violents accrochages ont eu lieu de nouveau mercredi soir" dans les abords de Zinjibar, "au cours desquels 3 militaires de la division blindée 119 ont été tués et quatre autres blessés", a déclaré l'officier sous couvert de l'anonymat.

"Selon nos informations, au moins 10 membres d'Al-Qaïda ont été tués et d'autres ont été blessés", a-t-il ajouté.

Selon lui, "l'armée a progressé" dans son avancée vers Zinjibar, contrôlée depuis le 29 mai par des extrémistes armées présentés par les autorités comme des membres d'Al-Qaïda.

"Nous encerclons la ville de tous les côtés", et l'assaut pourrait être donné "dans les prochaines heures", a-t-il encore dit.

Mardi, le ministère de la Défense avait annoncé qu'au moins 30 "membres d'Al-Qaïda", dont l'un de ses chefs locaux, avaient été tués dans des combats autour de Zinjibar.

Les Etats-Unis ont accentué leurs raids aériens au Yémen ces dernières semaines, à l'aide de drones et d'avions, contre des militants présumés d'Al-Qaïda, a rapporté le New York Times mercredi soir.

Selon le journal, ces frappes sont destinées à empêcher les partisans d'Al-Qaïda dans le sud du Yémen de s'emparer du pouvoir, en prenant avantage du vide politique actuel provoqué par l'hospitalisation du président Saleh en Arabie saoudite.

Mercredi, le plus haut gradé américain, Michael Mullen, a prévenu que le "chaos" au Yémen rendait Al-Qaïda encore "plus dangereuse".

Le numéro deux d'Al-Qaïda, Ayman Zawahiri, a d'ailleurs appelé les Yéménites à poursuivre leur révolte pour établir "un régime qui appliquera la charia", dans une vidéo diffusée mercredi sur internet.

9 juin

<http://www.aloufok.net/spip.php?article4536>

12-06

Un colonel de l'armée yéménite et deux soldats ont été tués aujourd'hui dans des combats avec des militants d'Al-Qaïda à Zinjibar, dans la province d'Abyane, fief du réseau extrémiste dans le sud du Yémen, a-t-on appris de sources militaire et médicale. "Nous avons perdu le colonel Salem al-Zouba, tué ce matin" dans de violents combats autour du camp de la brigade mécanisée 25 à Zinjibar, encerclé par des hommes armés d'Al-Qaïda, a déclaré à l'AFP un officier de cette brigade.

En outre, les corps de deux soldats tués à Zinjibar ont été transportés à l'hôpital militaire Ibn Souhib à Aden où ont été également admis 23 autres soldats blessés, a indiqué à l'AFP une source médicale. La brigade 25 est encerclée par des combattants qui seraient liés à Al-Qaïda (...), qui ont pris le contrôle de Zinjibar le 29 mai et qui résistent depuis aux assauts de l'armée.

AFP

26/05

Vingt-quatre personnes ont été tuées dans les combats nocturnes à Sanaa entre les forces fidèles au président yéménite Ali Abdallah Saleh et des membres de tribus, selon un nouveau bilan obtenu de sources officielles et tribales.

AFP

30-06

Cinq soldats ont été tués et six blessés dans de nouveaux combats jeudi, près de Zinjibar, dans le sud du Yémen, avec des éléments présumés d'Al-Qaïda, a indiqué une source militaire. L'armée a pu reprendre, à l'issue de ces combats, le contrôle du stade Al-Wahda, situé à quelques kilomètres de Zinjibar, chef-lieu de la province d'Abyane.

AFP

2 Politique

a) Yemen

Ali Abdallah Saleh

Bombardement du palais présidentiel, Saleh blessé

Le président yéménite Ali Abdallah Saleh, blessé vendredi dans un bombardement du palais présidentiel à Sanaa, a déclaré dans un message audio être bien portant, après plusieurs heures d'incertitude sur son état de santé.

"Je me porte bien, je suis en bonne santé", a affirmé le président, indiquant que sept officiers avaient été tués dans la chute d'un obus sur la mosquée du palais présidentiel. Un bilan officiel avait auparavant fait état de trois morts.

Selon un responsable du parti présidentiel, Saleh a été "légèrement blessé à la tête" dans le bombardement dont les responsables yéménites ont accusé le plus puissant des chefs tribaux du pays, cheikh Sadek Al-Ahmar.

Le chef de l'Etat s'en est pris aux "fils d'Al-Ahmar", dans une référence à cheikh Sadek et ses neuf frères, dont les hommes sont engagés dans une bataille sanglante contre les forces fidèles au président, appelant "les forces armées à nettoyer les institutions de l'Etat de ces gangs rebelles de hors-la-loi".

Plusieurs hauts responsables yéménites, dont le Premier ministre, Ali Mohamed Moujavar, les présidents de la Chambre des députés, Yahia al-Raï, et du Conseil consultatif, Abdel Aziz Abdel Ghani, ainsi que le conseiller de presse du président, Abdo Burji, ont été blessés dans le bombardement de la présidence à Sanaa, selon un responsable du parti présidentiel.

Le gouverneur de Sanaa, Noomane Douik, a eu "une jambe et une main amputées", selon ce responsable ayant requis l'anonymat.

En riposte, l'armée a pilonné la résidence de cheikh Hamid al-Ahmar, frère du puissant chef tribal des Hached, Sadek al-Ahmar, dont les combattants sont engagés depuis une dizaine de jours dans de violents affrontements contre les forces gouvernementales dans le nord de Sanaa.

La Garde républicaine, corps d'élite de l'armée, a également bombardé les maisons des deux autres frères de cheikh Sadek al-Ahmar, Hemyar et Mizhij, et celle du général dissident Ali Mohsen al-Ahmar.

Ces bombardements constituent "une riposte aux tirs d'obus contre le Palais présidentiel", a déclaré le porte-parole du parti présidentiel, Tarek Chami, accusant la tribu des Hached d'être responsable du bombardement du palais.

Mais cheikh Hamid al-Ahmar, interrogé par l'AFP, a rejeté ces accusations, affirmant que le président Saleh était l'instigateur de l'attaque contre le Palais et qu'il cherchait à "déclencher la guerre civile".

Vendredi soir, la capitale yéménite offrait l'image d'une ville fantôme, plongée dans l'obscurité en raison d'une panne de courant, au milieu d'un important déploiement des forces de sécurité.

07-06

<http://www.almanar.com.lb/french/adetails.php?eid=18236&frid=18&cid=18&fromval=1&seccatid=30>

Le président Saleh aurait quitté les "soins intensifs"

Le président yéménite contesté Ali Abdallah Saleh, blessé dans un bombardement de son palais à Sanaa, est sorti de l'unité des soins intensifs après le "succès" de son opération dans un hôpital de Riyad, a indiqué, jeudi, l'agence officielle Saba. Il est "sorti des soins intensifs et a été transféré dans une suite royale" de l'hôpital des forces armées après "le succès de l'opération chirurgicale" qu'il a subie, a ajouté l'agence. Saleh, 69 ans, a été blessé le 3 juin par un tir d'obus sur la mosquée de son palais à Sanaa, où il priait. Plusieurs responsables, dont le Premier ministre, ont également été blessés, alors que onze personnes ont été tuées dans le bombardement attribué par les autorités à des membres d'une tribu.

Selon Saba, les habitants à Sanaa et dans les autres provinces du Yémen ont célébré dans la nuit "la sortie des soins" du président par des feux d'artifice et des tirs de joie. Quelque 80 personnes ont été blessées par balle, pour la plupart légèrement, lors des tirs, ont indiqué des sources médicales. Mercredi, un responsable saoudien a affirmé que le président Saleh était dans un "état stable", ajoutant qu'il "attendait une opération esthétique", dans une allusion à une intervention destinée à réparer les égratignures et brûlures subies par le chef de l'Etat. Ce responsable avait qualifié d'"infondées" les informations de presse sur une détérioration de son état de santé.

09 juin 2011

Avec les agences de presse)

2a-1 Sur le terrain

10 000 soldats font défection pour rallier les rebelles.

Près de 10 000 soldats et officiers de la garde républicaine, de la sécurité centrale et de l'armée de l'air yéménites ont fait défection mercredi pour rallier les manifestants et demander la démission immédiate du président Ali Abdallah Saleh, a rapporté à Xinhua un responsable de l'armée.

« Plus de 10 000 soldats et officiers de la garde républicaine, de la sécurité centrale et de l'armée de l'air yéménites sont arrivés mercredi au siège de la 1ère division blindée dans la capitale de Sanaa et ont rencontré le général de division Ali Mohsen al-Ahmar », a déclaré à Xinhua ce responsable sous le couvert de l'anonymat.

« Ils ont déclaré devant le commandant al-Ahmar leur défection des forces du gouvernement Saleh et leur ralliement aux manifestants conduits par la jeunesse, promettant de soutenir et de protéger la révolution pacifique de ces jeunes », a dit le responsable.

Plus tôt dans la journée, un autre responsable de l'armée a déclaré à Xinhua qu'un soldat et un officier de l'armée de M. al-Ahmar avaient été tués dans la nuit dans une attaque de forces de sécurité pro-Saleh à Sanaa. Les troupes ont aussi abattu quatre de ces agresseurs, a-t-il dit.

L'agence de presse étatique Saba, citant un responsable du ministère de la Défense, a déclaré que la 1ère division blindée avaient commencé à attaquer les forces de sécurité pro- gouvernementales, accusant ces forces défectionnaires de soulèvement et de sédition organisée.

M. al-Ahmar, chef de la 1ère division blindée et commandant de la région militaire du nord-ouest, est le demi-frère du président Saleh. Il a fait défection du gouvernement pour rallier les manifestants après le début des tirs sur les manifestants à Sanaa le 18 mars.

M. al-Ahmar a exprimé mardi son soutien au plan du Conseil de coopération du Golfe (CCG) proposant que M. Saleh cède le pouvoir à son adjoint en échange d'une immunité contre les poursuites.

Le Yémen est secoué depuis la mi-février par des manifestations contre le gouvernement demandant le départ immédiat du pouvoir de M. Saleh, dirigeant en place depuis 33 ans. Cette crise politique a entraîné une dégradation de la sécurité et de la stabilité du pays après le retrait de la police de certaines villes de provinces majeures, sur décision du gouvernement et sous le prétexte d'éviter les frictions avec les manifestants.

Le président Saleh a déclaré le 28 mars avoir perdu le contrôle de cinq provinces, passées aux mains de tribus locales ou du mouvement Al-Qaïda dans la péninsule arabique (Aqap)

15/04/2011

http://french.news.cn/monde/2011-04/14/c_13827762.htm

Le pouvoir perd le contrôle de cinq provinces.

Les autorités yéménites ont perdu le contrôle de cinq provinces, la situation dans le pays se dégrade, a annoncé dans une interview à la chaîne de télévision CNN le vice-président du pays, Abd Rabbo Mansour Hadi, qui assure l'intérim à la tête de l'Etat.

La province d'Abyane (sud du pays) est tombée aux mains des terroristes d'Al-Qaïda, a-t-il déclaré sans pour autant préciser le nom des quatre autres provinces contrôlées par les forces antigouvernementales.

Le vice-président a en outre indiqué que la date du retour du président Ali Abdallah Saleh dans le pays était encore inconnue. Le 3 juin dernier, le président Saleh a été blessé dans le bombardement de son palais à Sanaa alors qu'il priait en compagnie d'autres responsables yéménites dans la mosquée du palais présidentiel.

Secoué depuis début février par des manifestations antigouvernementales,.

30 /6

Ria Novosti

2a-3 Les grandes manœuvres

Le président refuse de signer le plan de règlement

Le président Ali Abdallah Saleh a refusé de signer le plan de réconciliation avec l'opposition, proposé par le Conseil de Coopération du Golfe (CCG), rapportent mercredi les médias occidentaux citant une source au sein des autorités yéménites.

Selon les médias, le secrétaire général du CCG Abdullatif bin Rashid al-Zayani, qui était arrivé à Sanaa le 14 mai afin de convaincre le président et l'opposition de signer le plan de règlement, a quitté mercredi la capitale sans obtenir la signature.

Auparavant, l'opposition avait également refusé de signer le plan du CCG, qui prévoyait la démission du président Saleh sous 30 jours après la création d'un gouvernement d'unité nationale. Suite à la nomination du gouvernement, le chef d'Etat devait transmettre ses fonctions au vice-président, tandis que l'opposition devait cesser les manifestations. Selon l'initiative du CCG, M.Saleh devait également recevoir une immunité.

18-05

<http://fr.rian.ru/world/20110518/189527974.html>

b) Opposition

L'opposition veut empêcher le retour du président Saleh

Le président yéménite Ali Abdallah Saleh, atteint par un éclat de shrapnel au thorax lors de l'attaque de son palais vendredi à Sanaa, a été opéré à l'hôpital militaire de Ryad, samedi 4 juin en Arabie saoudite, selon une source médicale citée par Reuters. M. Saleh, 69 ans, est arrivé samedi soir à Ryad à bord d'un avion médical saoudien, alors qu'un deuxième avion transportait des membres de sa famille, avaient annoncé des responsables saoudiens. Son fils aîné Ahmad, commandant de la garde républicaine et que l'opposition l'accusait de préparer à sa succession avant le déclenchement de la contestation populaire, est demeuré au Yémen, a précisé le responsable. Le départ de M. Saleh, vigoureusement démenti samedi par plusieurs responsables yéménites, a été confirmé par une source au palais présidentiel.

Dans un premier temps, les proches du président yéménite assuraient qu'il n'avait été que légèrement blessé lors de l'attaque à l'obus contre la présidence. La gravité des blessures d'Ali Abdallah Saleh pourrait cependant être bien plus importante. Officiellement, le président yéménite n'a qu'une légère blessure à la tête. Mais la BBC, citant des sources proches de la présidence, affirme que Saleh aurait en réalité reçu un éclat de shrapnel de plus de 7 centimètres sous la région du cœur et serait brûlé au second degré au thorax et au visage.

Dans un message radio diffusé dans la nuit de vendredi à samedi, le président yéménite a imputé l'attaque au puissant clan des Hached, dont des résidences dans le sud de la capitale ont été bombardées. Il avait alors dit : *"Je me porte bien, je suis en bonne santé"*.

LE VICE-PRÉSIDENT DEVRAIT DIRIGER LE PAYS

Selon la Constitution yéménite, le vice-président, Abdel Rabbo Mansour Hadi, doit diriger le pays en l'absence du chef de l'Etat. Selon une agence de presse yéménite, M. Hadi se serait entretenu dimanche avec l'ambassadeur des Etats-Unis, Gerald Feierstein. Pour l'opposition parlementaire, qui tente depuis plusieurs mois de négocier le départ du président, son départ précipité *"marque, pour nous, le début de la fin de ce régime tyrannique et corrompu"*, selon son porte-parole Mohamed Qahtan. *"Nous oeuvrerons avec toutes nos forces pour empêcher son retour"*, a-t-il ajouté, demandant également à être reçu par l'ambassadeur.

Mais aucune annonce officielle n'a été faite pour confirmer que le vice-président assurerait l'intérim. Des sources proches de la présidence ont précisé que M. Mansour Hadi ne s'était pas installé dans le palais présidentiel, symbole du pouvoir suprême. Selon elles, c'est Ahmed, le fils aîné du président Saleh et commandant de la Garde républicaine, qui se trouve au palais. Les hommes du cheikh Al-Ahmar, chef du puissant clan des Hached, sont engagés depuis le 23 mai dans des combats violents à Sanaa contre les forces fidèles au chef de l'Etat, qui ont fait des dizaines de morts et marqué un tournant dans le mouvement de contestation populaire, lancé en janvier, et resté jusqu'alors pacifique. Des heurts ont opposé par intermittence samedi à Sanaa les hommes de cheikh Ahmar aux forces fidèles à M. Saleh. Mais une source proche du chef tribal a fait état d'une médiation du roi Abdallah d'Arabie saoudite et assuré que cheikh Ahmar était prêt à un cessez-le-feu.

05.06 Les pays intéressés

Mission d'évaluation britannique

Une mission militaire d'évaluation britannique a été déployée près du Yémen, a indiqué lundi le ministère de la défense britannique (MoD) à Londres, sans vouloir confirmer la présence de deux navires de soutien dans la région. "Dans le cadre d'un déploiement de routine, une mission d'évaluation se trouve dans la région" du Golfe, a déclaré un porte-parole du MoD.

Selon la BBC, 80 marines se trouve à bord du navire de ravitaillement et de soutien Fort Victoria, tandis que Sky News a rapporté la présence également dans la zone du navire-hôpital Argus. –

AFP |

07.06.

http://www.lemonde.fr/proche-orient/article/2011/06/07/yemen-l-opposition-veut-une-transition-rapide-le-retour-de-saleh-annonce_1532753_3218.html

Farid Merrad : La Grande Bretagne considère le Yémen comme une grande menace, à sa sécurité(...)

Le ministre britannique des Affaires étrangères a affirmé que le Yémen représentait une grande menace à la sécurité de la Grande Bretagne. C

ité par Press TV, le ministre britannique des Affaires étrangères, William Hague, a mis en garde quant à la situation critique au Yémen, ajoutant que ce pays représente une menace sérieuse à la sécurité nationale de la Grande Bretagne et que Londres s'occupe depuis des semaines, voire des mois d'évaluer cette question. William Hague a également évoqué le départ du Président yéménite, Ali Abdallah Saleh, pour l'Arabie saoudite et les doutes qui existent sur son retour au Yémen. "Ce pays, en proie aux tensions pourrait être divisé et c'est justement cela qui donne du souci", a-t-il ajouté. Hague a aussi promis les efforts du gouvernement britannique dans le sens de rétablir la stabilité dans la région.

Farid Merrad

06/06/2011

<http://french.irib.ir/info/international/item/118341-la-grande-bretagne-consid%C3%A8re-le-yemen-comme-une-grande-menace-a-sa-securit%C3%A9>

Farid Merrad : Cinq chefs d'État et de gouvernement européens appellent à une trêve. _

Berlin, Paris, Londres, Madrid et Rome ont appelé dimanche soir les Yéménites à "respecter la trêve initiée par le roi d'Arabie saoudite" pour rétablir la paix au Yémen, dans une déclaration commune envoyée à la presse par la chancellerie allemande. "Après des mois de désordres et de violences, qui ont contribué à la souffrance considérable de la population yéménite et causé des destructions énormes, nous prions avec insistance tous les responsables civils et militaires du Yémen de respecter la trêve initiée par le roi d'Arabie saoudite Abdallah", écrivent la chancelière allemande Angela Merkel, le président français Nicolas Sarkozy, le Premier ministre britannique David Cameron et les chefs du gouvernement italien Silvio Berlusconi et espagnol José Luis Zapatero.

"Nous appelons les Yéménites, dans un esprit d'unité nationale et de dialogue, à trouver rapidement le chemin de la réconciliation, sur la base en particulier de l'initiative du Conseil de coopération du Golfe dont nous soutenons les propositions sans restriction, pour que le peuple yéménite choisisse démocratiquement son gouvernement. Nous sommes disposés à lui apporter en cela notre plein soutien", ajoutent-ils.

Les cinq chefs d'État et de gouvernement remercient en outre Ryadh d'avoir pris en charge médicalement le président yéménite Ali Abdallah Saleh, opéré avec succès dimanche dans la capitale saoudienne après avoir été blessé dans un attentat.

Farid Merrad

06/06/2011

http://www.lorientlejour.com/category/Derni%C3%A8res+Infos/article/706913/Yemen%3A_cinq_chefs_dEtat_et_de_gouvernement_europeens_appellent_a_une_treuve.html

3 Vidéo

3-1 Un pont de la DGSE nous apprend qu'Al Qaïda n'existe pas...

Si on en croit cette vidéo piquée sur ... la télé du Sénat, le gibier en question ressemblerait fort au dahu, au yéti ou autre monstre du Loch Ness.

Vidéo dans laquelle un pont de la DGSE nous apprend tout tranquillement qu'Al Qaïda n'existe pas, eh oui. Comme quoi l'info distillée par les journaux et les télévisions est vraiment "fiable"...

Là on est entre gens sérieux, et c'est un professionnel du renseignement qui commente un rapport au Sénat, pas des délires de journalistes en mal de spectaculaire et de scoop.

<http://videos.senat.fr/video/videos/2010/video3893.html>

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

" Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19